



**REPONSE De Marie-Christine VERGIAT
Tête de liste du front de gauche dans le Grand Sud EST
AU QUESTIONNAIRE DE LA PLATE-FORME DES ONG
POUR LA PALESTINE**

La situation en Palestine ne cesse de se dégrader depuis des années. Le processus de paix aujourd'hui semble malheureusement être totalement dans l'impasse. **Les dirigeants israéliens refusent de respecter le droit international et notamment les résolutions de l'ONU.** Ils ont tout fait pour enterrer progressivement le processus d'Oslo et poursuivent le processus de colonisation et d'occupation des territoires palestiniens avec notamment le mur d'annexion, le tramway de Jérusalem, la multiplication des barrages, la destruction des maisons et des oliviers...

Ils ne cessent de frapper le peuple palestinien, casser ses institutions, affaiblir son existence politique.

Pour autant, **ils n'ont pas réussi à briser sa résistance** mais la dégradation de la situation a provoqué une forte montée des tensions et a contribué à la victoire électorale du Hamas et à la division palestinienne.

Et la guerre d'Israël contre le peuple palestinien à Gaza n'a fait que rendre plus urgente encore et plus nécessaire que jamais une solution juste et durable au conflit pour sortir de cette impasse politique tragique.

Dans ce contexte, il faut agir simultanément avec les principaux leviers politiques dont on dispose : les opinions publiques et les politiques françaises et européennes.

Il faut se battre par tous les moyens pour rendre crédible l'idée qu'il est possible de sortir de l'impasse actuelle en faisant converger l'exigence de sanctions contre la politique de l'Etat d'Israël. **Cela ne peut plus durer.** Les souffrances, l'injustice, l'humiliation imposée au peuple palestinien ont dépassé les limites du tolérable. Il y a donc un travail politique et militant à effectuer en insistant sur la responsabilité de la France et de l'Union européenne. **La mobilisation citoyenne ne doit pas faiblir. L'Union européenne peut et doit agir.** Elle en a les moyens. Elle est le principal partenaire économique d'Israël. Si elle le voulait, elle aurait un poids réel et déterminant auprès des dirigeants israéliens.

La carence d'engagement réel de l'Union européenne aujourd'hui est donc profondément choquante. Il faut sortir de cette hypocrisie permanente en vertu de laquelle on fait semblant de

croire que le discours suffit et pourrait dispenser d'une action européenne concrète et autonome. Il est particulièrement inacceptable que l'Union européenne achète, en quelque sorte, le repos de la conscience de ses gouvernants par sa contribution financière laquelle doit être sans cesse renouvelée du fait même des pratiques du gouvernement israélien.

Les financements européens demeurent d'une importance décisive mais ils ne peuvent effacer la responsabilité proprement politique de l'Union européenne et de ses dirigeants qui doivent **agir pour contraindre l'Etat d'Israël à respecter le droit international et les accords qu'il a signés** et en premier lieu, ceux signés avec l'Union européenne, elle-même. **Les propositions de revalorisation de l'accord d'association de l'Union avec Israël sont donc particulièrement scandaleuses** et je me félicite qu'elles n'aient pas encore été adoptées en raison de la pugnacité à faire respecter le droit international des parlementaires de la Gauche unie européenne/Gauche verte nordique. **Imaginer que ces propositions auraient pu être acceptées sous Présidence française et sans tenir compte de l'agression de l'Etat d'Israël sur le territoire de Gaza me révolte.** Je suis donc totalement solidaire de l'action de Francis Wurtz qui, en tant que Président du Groupe de la Gauche unie européenne/Gauche verte nordique, a réussi à obtenir un vote qui fasse reculer la perspective de ce rehaussement.

Je ne peux pour autant pas m'empêcher de penser qu'une telle proposition, qui récompense l'occupant, le colonisateur, aurait été beaucoup plus facile à repousser si les parlementaires opposés à un tel choix avaient été plus nombreux au Parlement européen.

Elu(e)s, nous demanderons la suspension effective de l'accord UE/Israël tant que le droit international et notamment les résolutions de l'ONU ne seront pas respectés. Autrement dit, nous demanderons l'application de l'article 2 de cet accord qui le rend ipso facto caduc dès lors que les droits de l'Homme ne sont pas respectés. Il n'est plus l'heure de faire des démonstrations en la matière : les faits sont là... écrasants. **Il faut mettre fin à cette situation ahurissante et déshonorante par laquelle l'Union européenne ne cesse de payer et reconstruire ce que les dirigeants israéliens s'acharnent à détruire.** C'est à l'Etat d'Israël d'assumer le coût des destructions qu'il provoque. Les Européens doivent se faire respecter et ils doivent faire respecter le peuple palestinien et ses droits.

Il y a eu crimes de guerre et probablement crimes contre l'humanité. Les preuves contre l'Etat d'Israël sont malheureusement de plus en plus accablantes. Mais tous les crimes doivent être condamnés et sanctionnés, qu'il s'agisse de bombardements, de tir de roquettes ou d'attentats : toutes les vies de victimes civiles délibérément frappées, qu'elles quelles soient, ont la même valeur. Cependant, l'universalité des droits ne saurait être aveuglée par la disproportion des forces en présence et l'ampleur des crimes commis, ni effacer la distinction entre occupant et occupé, agresseur et agressé.

Le premier des crimes de guerre, c'est d'ailleurs le blocus de Gaza, toujours hermétiquement maintenu. Il est véritablement insupportable de voir comment les dirigeants israéliens peuvent sans cesse bafouer sans scrupule les pratiques les plus élémentaires des relations internationales, du droit et de l'éthique sans que cela suscite les réactions internationales qu'une telle attitude mérite.

Elue parlementaire européenne, je reprendrai la demande de **constitution d'une Commission internationale d'enquête indépendante, sous l'égide de l'ONU.** Je soutiendrai toutes les demandes qui vont dans ce sens. Il faut établir les faits, identifier tous les crimes commis et leurs

auteurs et préparer ainsi les actions judiciaires nécessaires contre ceux qui ont commis ces crimes et ceux qui les ont ordonné ou planifié. Car ce ne sont ni des erreurs, ni des « *dérapages* ». Cela correspond à des choix politiques.

Les forces israéliennes sont en train d'étouffer un peuple... et il faudrait ne rien dire et ne rien faire. Heureusement, il y a des gens courageux, y compris en Israël, parmi les journalistes et les défenseurs des droits de l'Homme, pour réagir. **Il faut souligner leur courage et les soutenir tous et toutes sans exception.** Nous savons bien que la seule solution passe par la reconstruction d'un processus politique multilatéral capable de rassembler toutes les forces, toutes les autorités concernées pour les faire dialoguer et négocier sur la base du droit. Aujourd'hui, la question n'est pas de savoir si on est d'accord ou pas avec le Hamas, ni même de se demander comment et pourquoi ils sont arrivés au pouvoir, encore que... Les faits sont là. Cette organisation a obtenu un succès électoral incontestable, c'est une force politique palestinienne incontournable. Des diplomates américains ou européens de haut rang négocient déjà avec lui. Le président Obama vient de montrer l'exemple. Il faut s'appuyer dessus. Le dialogue doit avoir lieu. **C'est par ce dialogue que l'on peut faciliter la reconstruction d'une unité palestinienne indispensable à tout règlement politique.**

L'Union européenne doit reconnaître la lourde erreur qu'elle a commise. **On ne peut pas exiger des Palestiniens la tenue d'élections, comme preuve de leur esprit et de leur choix démocratiques, pour ensuite récuser les résultats de ces élections au motif qu'ils ne correspondent pas à vos souhaits!** Nous voulons construire une Europe démocratique qui doit respecter le vote des peuples où qu'ils soient.

Enfin, la question des ventes d'armes ne peut pas, ne doit pas être banalisée. **Les armes ne sont pas des marchandises comme les autres.** Les conflits ne sont pas des situations « ordinaires ». Or, **on voit bien qu'en matière de vente de matériel militaire, le respect du droit et des principes a quelque chose de particulièrement... élastique.** On sait que ces ventes s'opèrent avant tout sur des choix politiques et stratégiques ; le silence et une certaine complicité rendant les choses plus faciles.

Il est donc nécessaire de durcir les pratiques et le droit en la matière, par exemple par le vote de résolutions du Parlement européen, par l'exigence de directives communautaires plus fortes...

Mais là encore, cela ne suffit pas. **Il faut que les citoyens soient en mesure d'exercer un véritable contrôle démocratique sur ce que l'on fait en leur nom.** Il faut donc assurer le maximum de transparence et de publicité aux textes existants, aux propositions avancées, aux choix réels et aux politiques mises en œuvre. La France, et les autres pays de l'Union européenne, doivent assumer aussi cette responsabilité d'un durcissement des règles et d'une transparence des politiques.

Naturellement, concernant Israël, il est nécessaire de décréter un boycott des ventes d'armes. C'est d'ailleurs ce que demande la résolution du Parlement européen d'avril 2002.

La tactique israélienne est très claire : transformer la question politique en enjeu sécuritaire et bloquer ainsi toute avancée possible comme résultat d'un processus politique commun. Les dirigeants israéliens ont ainsi cherché à justifier leur politique par une exigence unilatérale de sécurité. **Or, la sécurité est un droit pour tous.** Elle implique un processus de désarmement, y compris nucléaire, pour l'ensemble de la région en intégrant bien évidemment Israël qui détient un arsenal nucléaire important. Partout, en Israël, comme partout ailleurs à travers le monde et donc y

compris en France, l'instrumentalisation de la sécurité à des fins politiques est totalement inacceptable..

D'ailleurs, il y a une réalité que les dirigeants israéliens ne peuvent pas justifier par le besoin de sécurité, c'est la colonisation. C'est même l'inverse: c'est parce que la colonisation n'a jamais cessé que les tensions, les révoltes et donc l'insécurité, se développent. **Il faut donc en finir avec la colonisation et avec l'occupation des territoires palestiniens.**

Seul un processus politique peut faire changer les choses. **Ce qu'il faut engager c'est donc bien une négociation multilatérale**, dans une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU, pour l'application des résolutions de l'ONU, dans le respect du droit international avec, effectivement, un calendrier et des garanties pour l'application des décisions prises. **Et il faut naturellement accompagner ce nouveau processus politique d'une sensibilisation, une mobilisation des opinions publiques, des mouvements de solidarité, dans un débat de fond permanent sur les enjeux.** Il faut faire comprendre à quel point la question de Palestine est le conflit majeur à résoudre et que, de sa résolution, dépend le climat et la configuration à venir des relations internationales, et une bonne part de la sécurité mondiale et la paix. La question palestinienne est probablement une des questions à résoudre les plus importantes du monde d'aujourd'hui.

Il est d'ailleurs consternant que l'Union européenne n'ait pas voulu admettre l'impossibilité de construire un partenariat avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sans s'engager réellement en faveur d'une telle solution. La question palestinienne doit être au cœur d'un véritable partenariat euro-méditerranéen. L'Union européenne paie par son échec sa carence d'engagement autonome et résolu sur cette question. Et le projet d'Union pour la Méditerranée de Nicolas Sarkozy a, lui aussi, pour l'essentiel, sombré par manque d'ambition sur cet enjeu politique essentiel. Il est temps d'en tirer les leçons.

Pour sortir de ces logiques de guerre et de confrontation, seule l'exigence d'une solution politique négociée peut permettre à ces deux peuples de vivre côte à côte en sécurité dans deux Etats aux frontières clairement délimitées est donc la seule solution viable. Chacun en connaît les conditions : un Etat palestinien souverain, dans les frontières d'avant juin 1967, Jerusalem-Est pour capitale, le respect des principes du droit y compris le droit au retour pour les réfugiés et la libération des prisonniers notamment Marwan Barghouti et Salah Hamouri...

Aujourd'hui, il y a des choix nets et importants à effectuer. Si l'on veut vraiment s'engager dans la voie d'un tel règlement du conflit, il faut s'en donner les moyens. La paix a besoin de partenaires et d'une perspective à construire. Le Hamas peut y trouver le contexte et les conditions nécessaires pour devenir une force politique crédible. **La voie de la confrontation et de la guerre a conduit à l'impasse d'aujourd'hui. Il serait irresponsable de ne pas en tirer tous les enseignements.**

L'Union européenne doit y prendre toute sa place et les Européens, doivent se faire les porteurs de cette solution incontournable. **Au fil des années, le Parlement européen a gagné des compétences réelles. Il peut aujourd'hui largement influencer la politique de l'Union européenne.** Pour la question palestinienne, comme pour d'autres enjeux, il est donc vraiment important que des élus, présents et actifs, porteurs d'une Europe de paix comme le sont ceux du Front de gauche et plus largement ceux de la Gauche unie européenne/Gauche verte nordique soient élus en grand nombre en son sein. Vous pouvez compter sur nous.